

Projet mini-société :
Avant propos

Jo Letarte, enseignant en sociologie
Marilyne Lafrenière, enseignante d'histoire
Cégep de Trois-Rivières

Le dimanche 18 octobre 2015, une centaine d'étudiants sont réunis au Cégep de Trois-Rivières pour vivre une expérience de simulation : mini-société. Jo Letarte et Marilyne Lafrenière, respectivement leur professeur de sociologie (Différenciation sociale) et d'histoire (La civilisation en question), les y ont conviés. Horloges masquées et cellulaires rangés, le jeu rythme la journée.

À son arrivée, chaque étudiant reçoit une enveloppe contenant des jetons auxquels correspond un pointage. Ces enveloppes sont distribuées au hasard et déterminent la classe sociale à laquelle appartiendra l'étudiant pour la journée. L'accès aux richesses collectives, des privilèges et des conditions de vie sont associés à chaque groupe.

Aléatoirement, trois classes sont formées : 1) les carrés, minoritaires, disposent des richesses collectives (le café, de la nourriture) et de privilèges. Ils sont une dizaine dans une classe avec des chaises de bureau confortables 2) les cercles correspondent à la classe moyenne, ils disposent de richesses complémentaires à celles des carrés (du lait par

exemple). La vingtaine de cercles est réunie dans une classe avec de nombreux bureaux, mais qui ne soit pas surchargée. 3) Les triangles, majoritaires, ont comme richesse principale – donc comme élément de négociation – des bâtonnets pour brasser le café. Ils disposent d'une chaise et d'une table pour la soixantaine de triangles. Le nombre, la richesse ainsi que le milieu de vie définissent les contraintes, les injustices et les relations au sein de chaque groupe et entre les classes.

Inévitablement, les étudiants sont confrontés à des injustices qu'ils doivent observer, comprendre et, si possible, dépasser. Plusieurs concepts et principes sociologiques s'y étudient dont la privatisation, les relations hommes-femmes, le capitalisme, la mobilité sociale, la ploutocratie, la démocratie, les classes sociales, l'omnipotence de la majorité, la soumission à l'autorité. Autant de notions qui façonnent la vie collective et la manière dont on se civilise.

Les étudiants vivent cette activité de conscientisation (dans la veine des théories de Paolo Freire) dans une grande autonomie. En effet, le rôle des enseignants se limite bien souvent à stimuler la réflexion par des questions et à orienter les possibilités d'action estudiantines (distribution de coupons permettant la mobilité sociale, retardement de l'heure du repas pour amener les étudiants à ressentir les effets d'une prise de décision rapide).

Le texte qui suit a été rédigé par des cégépiens qui ont participé à l'activité mini-société. Par leurs mots, nous vous invitons à découvrir les liens effectués entre l'expérience et la théorie.

Projet mini-société : Différenciations sociales

Camille Bellefeuille

Laurence Morrier

Sabrina Roberge-Muller

Dans cet article, il est tout d'abord question de différenciation entre les classes sociales grâce à leurs capitaux culturel, économique et social et des liens qu'il est possible de faire entre l'activité et la réalité. Par la suite, une explication est donnée des réactions de chacune des classes sociales concernant son pouvoir politique. La mobilité sociale de celles-ci est aussi abordée par l'explication de la difficulté de changer d'environnement et de la position délicate de la classe moyenne. Plus loin dans le texte, des liens sont faits entre le capitalisme et les privilèges qu'a chacune des classes selon son pouvoir économique. L'appréciation de l'activité de chacune des auteures est donnée en conclusion.

Mots clés : différenciation sociale, classes sociales, mobilité sociale, capitalisme

La vie en société est parfois intrigante et difficile à comprendre. Un nombre élevé de personnes réussissent à peine à rembourser leurs dettes et vivent dans des conditions médiocres, tandis que d'autres, représentant un nombre inférieur au précédent, vivent dans la richesse et l'extravagance. Comment une différence si marquée entre ces deux mondes, vivant pourtant un à côté de l'autre, peut-elle exister? Pour comprendre ces différences, dans le cadre du cours de *Différenciations sociales* du Cégep de Trois-Rivières, Jo Letarte a décidé de faire vivre à ses élèves une expérience appelée *Mini-société* afin de faire des liens entre cette expérience et la réalité. Suite à l'activité, plusieurs questionnements nous sont venus à l'esprit dont cette question : dans *Mini-société* tout comme dans la réalité, qu'est-il possible d'apprendre sur la relation entre le pouvoir politique et le pouvoir économique d'une société? Notre hypothèse est qu'il est possible d'apprendre que le pouvoir économique influence le pouvoir politique, mais que le contraire est tout aussi possible, puisqu'un pouvoir influence constamment l'autre. Dans ce texte, il sera question de définir ce qu'est une classe sociale et la différence entre chacune d'entre elles, pour ensuite expliquer la mobilité sociale. Par la suite, nous nous attarderons au pouvoir économique, puis au pouvoir politique qu'une société possède tout en faisant des liens entre l'expérience *Mini-société* que nous avons vécue et la réalité. Finalement, l'expérience vécue sera commentée.

Les classes sociales

Tout d'abord, afin de faire des liens entre l'expérience de la mini-société et la réalité, il est important de définir ce que sont les classes sociales. Les classes sociales peuvent être perçues comme des « groupes sociaux hiérarchisés selon un certain nombre de critères » (Dubet, 2003 : 71) et des rapports d'inégalités entre certains éléments comme « les revenus, les diplômes, le type de travail, l'âge, le sexe, la lignée, le pouvoir [mais] bien d'autres facteurs contribuent à définir des échelles de positions complexes largement irréductibles aux classes sociales » (Dubet, 2003 : 71).

L'origine des classes sociales

L'apparition du concept des classes sociales ne se date pas d'hier. Peu importe l'époque, elles apparaissent par les relations de dominance entre deux individus. Effectivement, dans l'Antiquité, les classes sociales étaient présentes. Dans l'Égypte ancienne par exemple, la société est déjà hiérarchisée; tout en haut il y a le Pharaon, au second rang il y a les puissants fonctionnaires, puis les militaires et au bas complètement se retrouve les agriculteurs (Musée Canadien de l'histoire, 2002). Au Moyen-âge, la hiérarchie est toute aussi présente, mais se nomme autrement; le seigneur a tous les pouvoirs sur ses serfs et au bas de l'échelle sociale se trouvent les paysans qui doivent payer l'impôt seigneurial au seigneur (Boulanger, 2012). À ces époques, la mobilité sociale est inexistante, ce qui signifie que la naissance définit la classe sociale de l'individu pour le reste de sa vie. Si l'individu naît dans une famille paysanne, il doit y rester pour le restant de ses jours.

Avec le capitalisme, les classes sociales, bien que leurs frontières soient plus floues, existent toujours.

La production capitaliste [s'établit] là où un seul maître s'exploite beaucoup de salariés à la fois, où le processus de travail, exécuté sur une grande échelle, demande pour l'écoulement de ses produits un marché étendu. Une multitude d'ouvriers fonctionnant en même temps sous le commandement du même capital, dans le même espace, en vue de produire le même genre de marchandise, voilà le point de départ historique de la production du capitalisme. (Marx, 1948 : 16)

Par le biais du capitalisme, les classes sociales se sont mieux définies, puisque la relation dominante/dominée était beaucoup plus visible. Il y a alors une classe qui dirige l'autre, c'est-à-dire la classe bourgeoise dirigeant la classe populaire. La bourgeoisie se fait de l'argent en exploitant la classe populaire, créant ainsi un fossé entre les riches et les pauvres. En ces deux classes, se glisse la classe moyenne (S.Sfia, 1979). Leur mode de vie est meilleur que la classe populaire, mais moins bon que les bourgeois. Aujourd'hui, grâce à la mobilité sociale, l'individu n'est pas obligé de demeurer dans la même classe sociale que ses parents. De plus amples explications viendront dans la partie sur la mobilité sociale.

Dans l'activité de la mini-société, les origines des classes sociales sont semblables à l'époque où l'aristocratie financière était effective lorsqu'il était impossible d'améliorer son sort. Au début de l'activité, une enveloppe est distribuée à chaque individu. À l'intérieur de celle-ci se trouvent des cartons de différentes couleurs et tout le monde doit se promener et échanger ses cartons contre ceux de son choix. Par la suite, une valeur est accordée à chacune des couleurs ce qui classe les individus par ordre décroissant de total de point. L'argent, rapidement associé aux couleurs de ces cartons, signifie que les enveloppes représentent une sorte de salaire. Le total des points est alors l'argent que l'individu possède. Les classes sociales sont donc faites totalement au hasard, puisque personne n'a le contrôle sur la valeur de ses cartons. Il est donc possible d'associer cela à la naissance dans la classe sociale d'autre temps, puisque l'individu n'a pas contrôle sur cet aspect de sa vie. Avant l'individu naissait riche ou pauvre, selon la chance qu'il avait.

Le capital économique

Les classes sociales sont très différentes les unes des autres pour trois principales raisons, soit le capital économique, le capital culturel et le capital social. La première différence qui a tendance à être davantage remarquée est l'argent que les riches possèdent, soit leur capital économique. Selon le sociologue Pierre Bourdieu, « le capital économique regroupe les ressources matérielles et financières qu'un individu a à sa disposition » (Bourdieu). En effet, l'argent que possèdent les personnes de la classe bourgeoise n'est qu'une minime partie de leur capital. Pour eux, « le salaire n'est pas la seule source d'enrichissement, c'est même moins de la moitié de ses revenus qui provient cette source » (Anger, 2014 : 17) ce qui peut expliquer en partie leur richesse. Un exemple de revenu autre que leur salaire est les actions qu'ils achètent de plusieurs compagnies. Ils ont donc leur salaire, l'argent venant des actions et plusieurs autres sources se rajoutant à cela, augmentant ainsi rapidement leur capital économique.

Dans l'expérience de *Mini-société*, ce phénomène est vécu, puisque les riches reçoivent des privilèges plus avantageux que les autres classes et ils peuvent se faire de l'argent en les vendant. Les privilèges qu'ils obtiennent sont, par exemple, le café ou l'accès aux toilettes. Ces privilèges rendraient la classe bourgeoise plus riche, car ils peuvent les mon-

nayer aux deux autres classes sociales en dessous d'eux. L'argent qu'ils récupèrent de ces ventes est ensuite distribué au(x) plus pauvre(s) de cette classe. Il est donc possible de considérer que les privilèges qu'ils vendent aux autres classes sont une source de revenus autre que leur salaire, tout comme les bourgeois de la réalité. Les classes moyenne et populaire reçoivent aussi des privilèges, mais beaucoup moins importants que ceux de la classe bourgeoise. Ils reçoivent des bâtons à café, du lait ou du sucre, accessoires pour boire le café que vendent les riches. Leur capital économique peut donc augmenter moins rapidement, car leurs biens sont superflus et peu de gens en achètent.

Le patrimoine comme agent de capital économique

De plus, « le patrimoine, c'est-à-dire un ensemble de biens possédés, est quasi inexistant chez la majorité des gens, alors qu'il est la face cachée et somptueuse des riches ». (Anger, 2014 : 25) Celui-ci, représente souvent la majorité de la richesse des biens nantis, puisqu'il est légué de génération en génération et que sa valeur augmente rapidement. Effectivement, comme le montre Thomas Piketty, c'est le fait qu'il n'y ait pas ou bien très peu d'imposition sur le patrimoine qui lui permet de prendre de la valeur aussi rapidement. (Rédaction de Médiapart, 2013) Le patrimoine que les riches de la *Mini-société* ont pourrait être lié aux biens qu'ils possèdent dans leur lieu de rassemblement. Ceux-ci sont dans une classe scolaire où il y a des bureaux et des chaises autour d'eux, l'écran affichant le pointage de chacun des membres de la société, une chaise confortable et bien d'autres choses les mettant à l'aise. La classe moyenne quant à elle n'a pas tous ces privilèges. En effet, elle n'a qu'une petite portion d'une autre classe scolaire, puisque l'autre partie est remplie de bureaux scolaires ce qui fait en sorte que ses membres doivent davantage se tasser, mais ont tout de même la possibilité de s'asseoir sur les bureaux. Les pauvres quant à eux n'ont pas du tout le même confort que les deux autres classes sociales. Effectivement, ils sont dans une classe où il n'y a rien d'autre qu'un seul bureau et une chaise et où la température est très basse. Ils doivent donc rester debout ou bien s'asseoir par terre dans l'inconfort. Tous ces biens que chacune des classes possède dans leur classe scolaire respective peuvent être reliés au patrimoine, puisqu'ils représentent des biens que les classes possèdent qui agrémentent leur vie, sans être de l'argent.

Le capital culturel

Le second capital qui différencie la classe bourgeoise de la classe moyenne et des pauvres est le capital culturel. Celui-ci peut se définir par « un [regroupement des] savoir accumulé par un individu. [...] ce capital a pu être hérité de sa famille si celle-ci transmet des façons d'être et de penser donnant du prestige et de l'influence dans la société, ou acquis par de longues études » (Anger, 2014 : 106). Ce capital regroupe les titres scolaires acquis, les sports, la culture comme les langues, les musées, les arts et les antiquités et l'économie. Très tôt dans leur vie, les jeunes de la classe des biens nantis apprennent et côtoient ces domaines et activités. Ces personnes sont en mesure de se payer ce genre d'activités, puisque leur capital économique le leur permet. En effet, chacun des capitaux est étroitement lié. Puisqu'ils ont l'argent nécessaire, ils peuvent envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles, là où ils peuvent être davantage encadrés et éduqués. Ces enfants apprennent aussi plusieurs langues, à avoir de la classe et de la prestance, bref à avoir du bon goût et de l'aisance. Les biens nantis peuvent aussi se permettre de visiter des musées de bonne qualité et aller au théâtre ce qui augmente leur culture générale (Anger, 2014 : 119-120). Le but de ce capital culturel des riches, très différent des deux autres classes, est de « [rechercher] la distinction, la prestance, l'assurance et aisance, l'admiration » (Anger, 2014 : 41). Les classes moyenne et populaire, quant à elles, se contentent de la télévision et des séries de téléromans, du cinéma de temps en temps et de romans plutôt que des livres de collections, d'essai ou d'histoire.

Dans l'activité *Mini-société*, il est possible de remarquer le capital culturel par le biais des discussions que les différentes classes sociales avaient. Effectivement, la classe bourgeoise, puisque ses membres avaient beaucoup d'argent et n'avaient pas besoin de stresser par rapport à ce fait, discutait de choses ayant peu d'importance pour la classe populaire; par exemple, du vouvoiement. Les nantis ont convenu que les deux autres classes sociales doivent vouvoyer les membres de cette classe chaque fois qu'ils leur adressent la parole, sous peine de payer un certain montant d'argent. Par ce phénomène, l'importance de la prestance et de la distinction que les riches recherchent afin de se démarquer des autres classes sociales est bien perceptible. Les deux autres

classes discutent de sujets plus importants. La classe moyenne se contente de trouver un moyen pour vendre ses biens (privilèges) afin de se faire plus d'argent et de rejoindre la classe bourgeoise. La classe populaire parle de révolte contre les bourgeois, afin d'éliminer le trop grand écart de richesse.

Le capital social

Le dernier capital différenciant les trois classes sociales est le capital social. Ce capital se définit par « un réseau durable de relations [profitables], de connaissances et de reconnaissances mutuelles plus ou moins institutionnalisées » (Mauger) qu'un individu peut entretenir au cours de sa vie et reposant sur des rapports qu'il entretient avec d'autres individus, en se basant sur la propriété privée des moyens de production (Durand) qui lui permettent de « se positionner avantageusement dans la société » (Anger, 2014 : 106). Dans la réalité, les bourgeois ont tendance à avoir un capital social beaucoup plus important que les deux autres classes. En effet, les nantis ont l'habitude de s'entourer de personnes comme eux, c'est-à-dire des personnes ayant des capitaux économique et culturel élevés ce qui fait en sorte qu'ils ont eux aussi, un grand capital social. Les uns relient les autres, puisque lorsque ces personnes vont au musée ou à l'opéra, ils rencontrent du monde ayant les mêmes goûts qu'eux ce qui leur crée plus de contact. Au final, les personnes de classes bourgeoises se connaissent toutes entre eux, même internationalement, et souvent « se retrouvent sur les mêmes conseils d'administration, se laissant fixer à tour de rôle leurs salaires astronomiques par leurs pairs : anciens camarades d'université [...], amis intimes » (Anger, 2014 : 21). Le capital social des bourgeois est donc très important puisqu'il permet de se faire des contacts qui peuvent être très bénéfiques pour leur capital économique. Comme le capital social des bourgeois et celui des classes moyennes et populaires sont différents, les riches s'isolent des autres classes et ne restent en contact qu'entre eux. Une distance avec ces gens les « [empêcheraient] de se maintenir en position ou de se retrouver au sommet. Se lier aux autres est une nécessité (Anger, 2014 : 33). Ils savent qu'ils ne pourraient rester dans les hautes sphères sans un acquiescement tacite du reste de la population et d'un coup de pouce de l'État » (Anger, 2014 : 47).

Dans l'activité de la mini-société, le capital social de chacune des classes est perceptible par deux principaux moyens, soit le lien avec les moyens de communication et le cercle d'amis des classes. On peut comparer le tableau indiquant le pointage (et donc le montant total d'argent que possède un individu pendant l'activité) aux différents moyens de communication que la société d'aujourd'hui utilise. Par ces moyens, toutes sortes d'informations circulent, mais ce n'est pas tout le monde qui à l'autorisation de contrôler ce qui se divulgue (Office québécois de la langue française, 2006). En effet, seulement un petit groupe de personne peut choisir ce que certains médias diffuseront. Cependant, afin de garder un pouvoir et un contrôle sur la vie et le gouvernement et pour forger l'opinion publique en leur faveur, les riches « ont pris d'assaut et racheté des moyens de communication de masse » (Anger, 2014 : 48). Ils peuvent alors plus facilement contrôler leur environnement. Comme mentionné plus haut, le tableau indiquant le montant total d'argent de chaque individu peut être associé aux moyens de communication, puisque c'est par celui-ci qu'il était possible de savoir qui était classé dans quelle classe sociale. C'est par ce tableau que la réalité vécue était exposée et communiquée à tous et toutes.

Cependant, ce tableau était dans le lieu où les riches se réunissaient pour distribuer les points bonis. Ils y avaient donc accès, contrairement aux deux autres classes, ce qui pouvait grandement faciliter l'attribution de ces points en plus de savoir quelle personne était susceptible de venir les rejoindre dans leur classe sociale et agir afin de l'empêcher. Cette situation peut être reliée à la réalité où les monopoles existent aussi. Les riches sont les premiers à être au courant de l'information et à en profiter.

De plus, les personnes avec qui les membres des classes sociales se tiennent dans la mini-société peuvent être reliées avec la réalité. Effectivement, les classes avaient tendance, au début de l'activité, à se tenir qu'avec les membres de leur propre classe. Les riches étaient avec les riches, ceux de la classe moyenne entre eux et même chose pour les personnes de la classe populaire. Cependant, vers la fin de l'expérience, les classes moyenne et populaire se sont ralliées afin d'être plus nombreuses que la classe bourgeoise. Ils espèrent ainsi, par le poids de la

masse, supprimer les privilèges des riches afin qu'il y ait plus d'équité entre les trois classes.

Liens entre les capitaux

Chacun des trois capitaux n'est pas indépendant des autres. Comme démontré précédemment, le capital économique facilite le développement du capital culturel par l'abondance de l'argent, tandis que le capital culturel leur fait connaître plein de personnes aux mêmes intérêts ce qui augmente le capital social. Ayant les mêmes intérêts, ils participent aux mêmes activités, souvent administratives et liées à l'économie, ce qui leur permet de gonfler leur capital économique, puisque les riches sont en contact avec les PDG¹ de grandes compagnies et les membres du gouvernement. Pour les classes moyennes et populaires, les trois capitaux sont aussi liés de manière semblable. Leur capital économique étant moins important que les riches, ses membres font d'autres activités où ils rencontrent de nouvelles personnes qui s'ajoutent à leur capital social et culturel. Cependant, les nouvelles connaissances qu'ils rencontrent ne sont pas plus importantes qu'eux-mêmes ou n'ont pas de pouvoir pouvant influencer leur capital économique comme les riches. Leurs capitaux sont donc liés, mais ne forment pas un cercle de continuité leur permettant de toujours plus s'enrichir comme celui des bourgeois. C'est une courbe descendante; « moins on est riche, moins on peut compter sur un héritage pour être soutenu en cas de difficulté, et, évidemment, moins on peut se loger convenablement et moins on peut consacrer d'argent à l'éducation de ses enfants » (Anger, 2014 : 85).

Les habitus

Comme remarqué plus tôt grâce aux trois capitaux, les classes sociales sont très différentes les unes des autres. Il existe toutefois une autre grande différence, il s'agit de l'habitus des classes. Selon Jacques Leplat, psychologue connu, l'habitus doit être considéré

comme une sorte particulière de compétence incorporée, manifestée dans la vie pratique (...) tissée d'activités qui se déclenchent et se déroulent de manière adaptée aux circonstances, au sens où leurs résultats correspondent aux attentes de l'individu et plus générale-

¹PDG est l'abréviation de président-directeur-général

ment de la société, sans avoir fait l'objet d'une réflexion ou d'une planification préalable. (Leplat, 1995 : 144)

Il est donc possible de comprendre que l'habitus varie d'une classe sociale à l'autre et pousse l'individu à réagir d'une certaine façon sans s'en trop apercevoir. Un exemple aidant à illustrer ce qu'est un habitus peut être fait avec le sujet de la nourriture. Un individu venant de la classe populaire va s'empiffrer pour montrer qu'il aime ce qu'il mange, ce qui démontre une marque de respect. Cependant, il est rare de voir un individu venant de la bourgeoisie faire ainsi. Selon son habitus, s'empiffrer est inimaginable et il mangera avec modestie. L'habitus modifie donc nos façons de penser et d'agir.

Dans l'activité de la mini-société, il est possible de remarquer comment l'habitus des classes sociales influence leur comportement. Cependant, il est important de mentionner que ce n'est pas de vrais habitus qui sont observés, puisque ceux-ci s'installent tout au long de la vie, pas seulement en une demi-journée comme lors de l'activité. Toutefois, un lien peut être fait lorsque la classe des riches reçoit des privilèges plus avantageux que les autres classes. À force de constamment recevoir de meilleurs privilèges que les deux autres classes, les riches finissent par les prendre pour acquis. Pour eux, il est normal d'être privilégié et ils n'y portent plus beaucoup attention à la fin de l'activité. Ainsi, lorsque les riches reçoivent une barre de chocolat Caramilk pendant leur délibération pour distribuer les points bonis, ils la mangent sans se poser de question, puisque cela leur paraît normal. À la fin de l'activité, ces personnes avouent n'avoir même pas pensé à proposer un bout de Caramilk aux personnes dans les autres classes sociales. Les riches, par leurs façons de penser, gardent la barre de chocolat pour eux seuls, sans se demander si les autres ont eu droit au même privilège, ou sans même se demander d'où celle-ci peut provenir.

De plus, il est possible de remarquer les habitus lorsqu'il y a une mobilité sociale. Lorsqu'un individu change de classe sociale, cela le déstabilise puisqu'il ne partage pas le même habitus que ses nouveaux collègues. Lorsqu'un individu change de classe sociale, il ne change pas d'habitus puisque celui-ci suit les individus partout, durant toute leur vie et « laisse une marque indélébile sur [leur] identité » (Anger, 2014 : 115). Il est donc fréquent que l'individu changeant de classe sociale ne se sente

pas à sa place une fois arrivé dans sa nouvelle classe. Dans l'activité, lorsqu'une nouvelle personne arrive dans une nouvelle classe, il se fait souvent petit afin de ne pas trop se faire voir. Les « habitudes de vie » de cette nouvelle classe étant différentes de celles auxquelles est habitué l'individu, il se retrouve en difficulté d'adaptation.

Sentiment d'appartenance entre les groupes

« Les classes sociales ne désignent pas seulement la structure fonctionnelle et économique de la société capitaliste industrielle, elles définissent aussi des êtres de classe, des identités collectives et individuelles, des cultures et des communautés » (Dubet, 2003) ce qui représente le sentiment d'appartenance. Ce dernier est créé par des liens tissés serrés entre un individu et une société (Vernex, 1979). C'est par celui-ci que l'individu sent qu'il fait partie d'un groupe et dans lequel il se reconnaît, en plus d'offrir « un ancrage à l'individu pour définir sa personnalité et la projeter » (Denis, et al., 2013 : 74-75). Il existe différents types de sentiments d'appartenance, comme le sexe, l'ethnie, la profession, la nationalité et maints autres. La majorité du temps, un individu se tiendra davantage avec des gens ayant un sentiment d'appartenance semblable, puisque cela est gratifiant pour lui, en plus d'en retirer des interactions satisfaisantes.

Avec l'activité de *Mini-société*, le sentiment d'appartenance des différentes classes sociales s'est fait ressentir. Comme le cite Diane Guérin-Lajoie, « il représente plutôt un phénomène fluide, fortement influencé par des pratiques sociales imbriquées dans des rapports de pouvoir précis » (Lacombe, 2014 : 467). En effet, au début de l'activité, chaque classe reste entre elles et ne parle que très peu aux autres classes. Une sorte de chimie s'est installée dans chacune des classes, puisque ce sont les mêmes intérêts qui y sont partagés. Cependant, vers la fin de l'activité les classes moyenne et populaire réclament l'égalité entre les trois classes. Ayant des intérêts communs, ceux-ci se mettent ensemble afin d'être plus nombreux et ainsi avoir une plus grande influence contre la classe bourgeoise. Puisque les membres de ce nouveau grand groupe ont des interactions gratifiantes, il se crée alors un nouveau sentiment d'appartenance commun, car le fait de passer du temps avec des personnes ayant des intérêts communs crée un sentiment d'appartenance à l'égard de ce groupe d'individus.

Le pouvoir politique

La quantité affecte la qualité

Dans un monde idéal, il est préférable que chacun soit écouté et puisse dire son opinion sur les enjeux présents, comme la démocratie le propose. Cependant, dans l'expérience *Mini-société*, chaque classe sociale n'a pas les mêmes fonctionnements lors des rassemblements pour prendre des décisions importantes. En effet, la façon de gouverner est très représentative de la classe sociale. Par exemple, les pauvres sont très nombreux et ne peuvent donc pas tous exprimer leur point de vue. Les riches sont très peu nombreux et peuvent tous s'écouter et prendre une décision commune. « La dictature est un régime politique autoritaire, établi et maintenu par la violence, à caractère exceptionnel et illégitime. Elle surgit dans des crises sociales très graves, où elle sert soit à précipiter l'évolution en cours (dictatures révolutionnaires), soit à l'empêcher ou à la freiner (dictatures conservatrices) ». (Duverger)

Même dans un monde juste et équitable qui permet le partage de toutes opinions, il y a des failles, notamment le manque d'éducation et l'analphabétisme. D'après une recherche sur le sujet, « plusieurs campagnes de sensibilisation ont en effet relayé les données troublantes de la dernière Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, réalisée en 2003, révélant qu'environ trois millions de personnes ont des difficultés de lecture importantes au Québec, parmi lesquelles 800 000 sont analphabètes » (Ravet, 2013). Il faut cependant nuancer qu'une faiblesse en littératie ne signifie pas automatiquement que la personne est analphabète. À cet effet, les gens qui sont analphabètes peuvent comporter plus de difficultés à prendre des décisions face aux enjeux sociaux, vu leur capacité moindre à lire et écrire.

Dans l'activité *Mini-société*, l'enjeu des pauvres a consisté à s'enrichir pour écraser les plus nantis. Une forme de rage s'est formée et une association de tous les membres s'est créée. Pour ce faire, une personnalité autoritaire a pris le contrôle et est montée sur la chaise pour parler plus fort, comme le fait un dictateur de nos jours. En début de débat, tout le monde essayait de dire son idée et c'est devenu chaotique. Cependant, après la prise de contrôle de notre dit dictateur, plusieurs se sont retirés et n'ont plus voulu participer. Personne ne s'est opposé et tout le monde

a écouté le dirigeant. Dans notre cas, ce fut donc la dictature révolutionnaire qui s'est installée afin d'évoluer dans l'échelle sociale.

Dans la situation de *Mini-société*, ce sont les pauvres qui se sont sentis opprimés et ont désiré se révolter. D'ailleurs, une théorie de Marx relève bien le phénomène de la révolte et de la dictature qui a eu cours dans le cadre de l'activité. Ce passage l'illustre : « Une théorie analogue en ce qui concerne l'établissement du socialisme : celle de la dictature du prolétariat, dont l'idée se trouve dans Marx, encore qu'elle soit peu développée par lui. Une fois que la classe ouvrière aura pris le pouvoir par la révolution, elle devra l'utiliser pour détruire la bourgeoisie et supprimer les séquelles de l'esprit bourgeois. Seule la dictature permettra ainsi de supprimer totalement le capitalisme, la domination de l'homme par l'homme et la lutte des classes ». (Duverger) En effet, c'était le but de la classe ouvrière de se révolter et d'accaparer du pouvoir afin d'arrêter de se faire piétiner.

Enjeux différents abordés

Évidemment, les enjeux discutés sont très différents à l'échelle d'une société. Toutefois, l'expérience *Mini-société* donne un avant-goût : tandis que les pauvres discutent d'un pouvoir de survie ou tout simplement de trouver un gagne-pain, les riches discutent du vouvoiement et de la classe moyenne qui risque de venir les envahir promptement. Un peu comme dans la vraie vie, les personnes démunies à mettre du pain sur la table pendant que les riches se questionnent sur les vêtements à porter pour ne pas avoir trop chaud à leur sortie en soirée.

Aménagement des lieux/conditions de vie

Quand il est question de pauvreté, les mots qui viennent à l'esprit sont des revenus insuffisants, la monoparentalité, la faible scolarisation. Cependant, il peut se traduire par la médiocrité des logements, les zones d'emploi difficiles, l'accessibilité aux services et aux équipements nécessaires à un bon fonctionnement.

Sur ce point, des études récentes ont montré l'augmentation de la pauvreté dans les grandes métropoles canadiennes depuis les années 1980 et, parallèlement, la concentration accrue des populations pauvres au sein de ces agglomérations. La région métropolitaine de

Montréal est particulièrement touchée par ce phénomène puisqu'en 2000, 21,4 % de la population y vivaient sous les seuils de faible revenu. (Mercier, 2006 : 523)

Autrement dit, les plus démunis crèvent de faim, sont très insécurisés, ils n'ont pas beaucoup d'argent, une éducation habituellement défavorable et vivent dans la peine et la misère. Ces conditions de vie médiocres peuvent apporter des conséquences négatives aux choix qu'ils feront. Ils sont plus vulnérables et peu concentrés. Ils n'ont pas la connaissance des événements et sont parfois plus irritables et moins logiques. Comme dans *Mini-société*, où les participants ont été privés de manger jusqu'à tard dans l'après-midi, les élèves étaient impatients, irritables, embêtés de participer : ils voulaient combler leurs besoins primaires. Si on se met à la place des pauvres dans leur quotidien, il est évident que la recherche de solutions à leurs problèmes récurrents n'est pas leur priorité.

Dans un autre ordre d'idées, depuis les attaques contre les tours jumelles de New York en 2011, le droit international ne cesse de se dégrader. Il n'est pas moins appliqué, mais ses principes s'accordent de moins en moins au fondement du droit. (Delphy, 2008 : 85) La situation des prisonniers à Guantanamo est un exemple flagrant d'un manque de reconnaissance des principes des droits. Le passage suivant l'illustre bien :

si la situation de Guantanamo est exemplaire, ce n'est pas parce que le sort des prisonniers y est le plus horrible, c'est parce que d'autres ont été envoyés dans des pays qui pratiquent la torture; d'autres encore sont détenus au secret, sans avocats, et sans même qu'on connaisse leurs noms, depuis septembre, dans des prisons américaines. Leur seul tort est d'être d'origine arabe ou de religion musulmane (Delphy, 2008 : 85).

L'aménagement des lieux peut jouer dans la qualité de prise de décision et dans la façon de gouverner. Comme décrit plus haut, les classes sociales sont placées dans des classes scolaires différentes. On peut faire un parallèle avec la vraie vie, où les riches ont des quartiers avec des maisons espacées, des services, des conditions de vie très stables et favorables. Tandis que la classe moyenne vit habituellement en banlieue, dans des maisons assez espacées, une bonne sécurité et des services adéquats. Les pauvres sont dans des petits appartements, peu esthé-

tiques. Ils n'ont pas toujours un chauffage suffisant et des services. Ils sont dans des quartiers denses, peu sécuritaires et souvent criminalisés, ce qui engendre diverses insécurités, que ce soit financières, émotionnelles ou physiques. Ce bien-être et cette sécurité peuvent jouer sur la prise de décision, car la classe nantie peut s'asseoir ensemble et s'écouter de façon démocratique, bien au chaud, pour trouver des solutions beaucoup plus poussées et efficaces, contrairement aux autres classes.

Si on ne stimule pas, on se nuit

Comme la dictature s'est installée rapidement dans la classe des pauvres, la possibilité de s'exprimer était mince. Les filles, plus particulièrement, ont décroché du jeu et en se disant inutiles dans l'expérience. Évidemment, lorsque nous ne sommes pas interpellés dans la situation, il est fort probable que la motivation diminue et que le sérieux baisse. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé chez les personnes plus démunies dans le cadre du jeu.

Même si la société actuelle repose sur un régime démocratique, l'individualisme et le capitalisme écrasent tranquillement le droit de s'exprimer et notre poids au sein des décisions. Les gens ne sont pas impliqués dans les décisions, de façon directe ou indirecte, se sentent inutiles et croient qu'ils ne peuvent rien apporter de bon. « La démocratie fait face à plusieurs critiques provenant autant du milieu intellectuel que de celui des citoyens. Au sein de la population, comme nous l'avons dit précédemment, l'impuissance des gens relativement au processus décisionnel crée un sentiment de désillusion qui mène à un désintéressement du politique ». (Robert, 2007 : 73) Par exemple, certains refusent d'aller voter, de faire leur devoir de citoyen, car ils se sentent exclus des enjeux et croient que leur vote ne changera rien. Cependant, si tout le monde pense ainsi, il est évident que l'élection ne sera pas représentative. La statistique suivante peut ainsi confirmer les dires : « En mai 2011, environ 14,8 millions des 24,3 millions de citoyens inscrits sur la liste électorale ont déposé un bulletin de vote, soit un taux de participation de 61 % ». (Statistiques Canada, 2015)

Certains veulent rendre le domaine politique inaccessible, incompréhensible pour les moins scolarisés, car ils savent que si l'ignorance est

présente, ils peuvent tout manipuler. Ils ne sont donc pas portés à stimuler les citoyens. Bref, si le choix de notre gouvernement est peu représentatif de ce que les citoyens veulent vraiment, les élus font peu d'effort pour rendre le système plus démocratique, puisqu'il sert en même temps le système capitalisme. Un peu comme dans *Mini-société*, plusieurs étaient contre l'idée, mais ils n'ont pas eu la force de s'opposer. Ainsi, ils suivent, comme des moutons.

Dans la société, les chefs sont surtout des hommes. Ils parlent plus fort, ne demandent pas l'avis des autres, ils sont imposants et autoritaires, ce qui implique habituellement le retrait des femmes. En effet, la problématique de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine politique existe depuis longtemps et persiste aujourd'hui. L'individualisme décourage la participation à la vie démocratique pour plusieurs groupes de la société tels que les différents groupes ethniques, les femmes et les groupes minoritaires. Ils sont encore plus exclus de la défense des droits collectifs, dont ceux des femmes. (Guay-Dussault, 2012 : 9) Ainsi, « nous ne considérons pas que l'égalité puisse être réalisée avec la présence de moins d'un tiers de femmes dans les institutions démocratiques où se prennent les décisions qui les concernent, comme c'est le cas actuellement ». (Guay-Dussault, 2012 : 9) Comme dans *Mini-société*, certaines candidates ont décroché rapidement du jeu et n'ont pas voulu se battre, sachant que c'était peine perdue.

Les obligations de la vie

Un lien flagrant entre *Mini-société* et la réalité est celui des pouvoirs du gouvernement. Dans le cas de *Mini-société*, les professeurs, qui peuvent représenter le gouvernement, demandent de se tenir la main pour faire des échanges de papiers. Cela peut être perçu comme une loi législative et les professeurs étant le pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif se définit par : « une instance — ou branche — de l'État qui a pour fonction de mettre en œuvre — d'exécuter — les lois adoptées par le pouvoir législatif. L'exécutif correspond au gouvernement, tout comme le législatif correspond au parlement ». (Perspective Monde) En tant que société, il est évident qu'il faut échanger et s'entendre sur des points et ce n'est pas évident vu toutes les différences. Le fait de devoir se tenir la main, entre personnes que nous ne connaissons pas, peut faire un parallèle avec des conversations ou des compromis que nous devons faire avec des étran-

gers ou avec le gouvernement qui n'est pas près de nous au niveau relationnel.

Les systèmes politiques

Vers la fin de l'expérience, quand la coalition s'est fait entre les classes pauvre et moyenne, les riches abandonnent puisqu'ils ne se sentent pas aimés et trouvent que la situation dégénère. Le pouvoir collectif envahit le pouvoir individuel. À cet effet, la classe nantie croit en la possibilité d'un système politique égalitaire. Cependant, avec l'expérience *Mini-société*, la conclusion est évidente qu'il est impossible de tout partager également. Car, si tout le monde a le même salaire, les mêmes ressources, aurons-nous autant de médecins que de femmes de chambre? Aussi, qui va diriger les richesses, les ressources si tout doit être égalitaire? En somme, il est impossible de trouver un système politique parfait pour tous, car seulement avec 70 étudiants il était impossible de s'entendre à l'unanimité entre les classes, imaginons avec des millions de citoyens avec des idéologies différentes.

Par contre, plusieurs systèmes politiques furent expérimentés lors de l'expérience soit le capitalisme, la démocratie directe et indirecte, le communisme ainsi qu'une oligarchie rotative. Une oligarchie rotative, « c'est un régime au sein duquel le petit nombre gouverne en laissant le grand nombre s'affairer à un consumérisme quasi illimité ». (Breugh, 2012 : 119-126) Puisqu'il est rotatif, le petit nombre qui gouverne change de temps en temps.

Sommes-nous vraiment dans une démocratie ?

Plusieurs penseurs s'inspirant des régimes démocratiques veulent établir une société à l'intérieur de laquelle il peut y avoir une plus grande liberté, une meilleure justice, une égalité des chances et une participation aux politiques par tout le peuple. Cependant, certains philosophes constatent des écarts entre les idéaux projetés et la réalité.

Officiellement, c'est le système politique en place au Canada. Cependant, respectons-nous tous les critères d'une démocratie dans la société actuelle? « Selon le mythe officiel, le peuple gouverne, mais dans les faits, l'association des citoyens aux grandes décisions est limitée et leur influence est discutée. Cependant, il est plus réaliste de définir la démocratie, comme un système institutionnel aboutissant à des déci-

sions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple » (Garigou-Lagrange).

En effet, la démocratie propose la présence d'une Agora ou d'un lieu de rassemblement les discussions. Or, cela n'est pas présent au Canada. Certains parleront du Parlement, mais ce n'est que l'endroit où les hauts dirigeants siègent pour prendre les décisions. Ce n'est donc pas le peuple directement qui peut y exposer ses idées. Dans l'expérience *Mini-société*, nous avons un lieu de rassemblement, mais la participation de tous n'y était pas.

Dans un autre ordre d'idées, « pour qu'un système soit considéré comme démocratique, il faut que les électeurs puissent voter librement, c'est-à-dire en conscience et de manière autonome. » (Gaxie, 2010) D'ailleurs,

Le pluralisme politique, partisan, idéologique et médiatique est considéré comme le moyen d'assurer l'authenticité des processus de représentation et de permettre aux citoyens d'exprimer leurs opinions. Ainsi, au moment des élections, les électeurs sont censés exprimer leurs vues en choisissant entre plusieurs candidats de partis rivaux proposant des programmes différents (Gaxie, 2010).

C'est-à-dire que le budget alloué pour la campagne électorale, les publicités, la diffusion des médias ainsi que la présentation des idées des partis devraient être égaux dans toutes les sphères. Cependant, 96 % des médias appartiennent aux quatre mêmes personnes qui elles sont idéologiquement orientées, et vont promouvoir plusieurs partis au lieu de promouvoir tous les partis sans exception. (Letarte, 2015) Bref, « le facteur le plus décisif réside sans doute dans l'évolution des pratiques politiques, notamment dans la disparition progressive de la possibilité, de l'habitude et même de l'intention, d'exercer des pressions sur les électeurs ». (Gaxie) Tous les indécis du monde face à la politique se voient influencés par les médias qui mettent en valeur à maintes reprises les idées d'un parti en particulier. Ils auront tendance à voter pour celui dont ils ont entendu parler le plus. Encore une fois, la démocratie est limitée.

Dans la société actuelle, le néolibéralisme nous offre « une démocratie à deux volets, soit une politique élitiste et une démocratie des consommateurs où la liberté et l'égalité des individus reposent sur l'ouverture et l'élargissement du "libre marché" mondial ». (Dupuis-Déri, 2012 : 50-75) Comme dans *Mini-société*, même si cela est à petite échelle, il est question d'une politique élitiste qui veut vendre ses privilèges pour s'enrichir sur le dos des autres. De cette façon, les pauvres ne gravir les échelons et cela sécurise les riches, car ils ont un puissant pouvoir sur les pauvres. D'ailleurs, ils demandent le vouvoiement puisqu'ils le méritent et se disent plus haut dans la hiérarchie. Cependant, est-ce que c'est l'argent qui conditionne le respect que nous leur devons? Pourtant, tout le monde mérite le respect, l'égalité et le droit d'être entendu.

Pouvoir collectif vs pouvoir individuel

Puisque nous sommes une société très individualiste, nous voulons nous enrichir nous-mêmes et éviter le partage avec les autres. Pour appuyer ce fait, « la Source de l'individualisme, le développement de la division complexe du travail a pour conséquence de détacher l'individu de groupes d'appartenance, pourvoyeurs d'identité, et de l'exposer à l'anarchie ou à la servitude, dans son isolement face à l'État » (Valade).

Cependant, le contraire arrive dans l'expérience *Mini-société*. Les pauvres décident de faire un fond commun et de remettre le pouvoir à une seule personne qui se retrouve donc riche, et peut contrer les décisions chez les riches. Dans la vraie vie, il est rare de voir tous les citoyens pauvres donner leur salaire en entier pour se révolter et essayer de prendre le pouvoir. Puisque c'est un jeu, le désir de vouloir battre les riches fut plus grand. Il n'est plus question de s'enrichir soi-même, mais bien de se réunir et d'écraser les riches. Notre société étant individualisée, il est beaucoup plus difficile de susciter une telle coopération le jeu s'est terminé lorsque les deux classes se sont mis ensemble pour écraser les plus riches et en avoir la fierté. Les riches ne voulaient alors plus participer et désiraient un système politique égalitaire, le socialisme par exemple.

Les révoltes entre les classes

Au début du XXe siècle, les conditions de travail étaient médiocres. Ce fut le commencement d'une révolte reliée aux conditions de travail et

de vie. D'ailleurs, « plusieurs révoltes ouvrières parsèment le XIXe siècle et le début de XXe siècle. Quoiqu'elles divergent sur certains points de vue, un bon nombre de rébellions semble convenir de la nécessité d'améliorer les conditions de travail ainsi que de l'importance de la journée de huit heures ». (Letarte, 2009) Par exemple, en 1885, à Chicago et New York, les travailleurs réclament la journée de huit heures. En 1902, les mineurs de la Pennsylvanie font la grève pour une augmentation des salaires et encore aujourd'hui, en 2015, les enseignants, les enseignantes et les infirmiers(es) font la grève pour des meilleures conditions de travail. D'ailleurs, nous savons tous que des meilleures conditions de travail et d'éducation permettraient une éducation plus approfondie et pourraient rapporter au gouvernement des impôts par les salaires élevés des diplômés ou leur capacité à bien raisonner. Bref, la tension causée par les inégalités est très évidente et provoque des révoltes. Tant que le capitalisme dominera notre système politique et économique, les inégalités seront grandissantes et les révoltes seront de plus en plus nombreuses, causant évidemment des conséquences au niveau sociologique.

Dans ce même ordre d'idées, quand on fait face à la pression venant des classes supérieures, on se sent emprisonné comme dans une cage. Comme le cite l'auteur, « Pour mieux faire face au pouvoir bourgeois, les travailleurs vont s'unir en associations ouvrières, comme celle de la Fédération américaine du travail en 1885 et la fondation de la Confédération générale du travail à Limoges en 1895 ». (Letarte, 2009 : 27) De ce fait, les associations luttent contre le capitalisme et les bourgeois qui les gouvernent. Un peu comme dans *Mini-société*, les pauvres se sont sentis opprimés et voulaient tout faire pour se sortir de là. N'ayant que très peu de ressources, ils ont tenté de créer une alliance avec la classe moyenne pour écraser les plus riches. Le lien est évident, puisque des gens malheureux et insatisfaits provoquent toujours une tension et une révolte qui fait énormément de conséquences.

La mobilité sociale

Difficultés à changer de classe

Le capitalisme joue un grand rôle dans la mobilité sociale. Une des bases de ce système est le contrôle que détient la classe sociale la plus

riche. « Le pouvoir économique se concentre et s'accumule dans les mains d'une classe dominante » (Jean-Claude Ravet et al., 2005 : 12) et les inégalités économiques et les écarts qui ne font que s'élargir (Maurice Anger, 2014). Lorsqu'il est question de mobilité sociale, cette classe n'est pas réellement concernée et n'est pas en danger. La concentration du capital et la constante expansion de celui-ci dans la classe bourgeoise leur procurent une stabilité et un risque minime de mobilité sociale descendante, la mobilité ascendante étant impossible puisqu'ils sont au niveau le plus élevé. Le même phénomène se produit dans le jeu *Mini-société*. Les individus s'étant hissés au sommet dans la classe des plus riches y sont restés et ont bénéficié des avantages que cette situation leur a procurés tout au long du jeu. Seulement un nombre minime d'individus ont réussi à monter dans l'échelle de richesse, bref ont eu une mobilité ascendante.

La classe sociale la plus concernée par la mobilité sociale est la classe pauvre. Les conditions de vie dans lesquelles vivent les membres de cette classe sont imposées par la classe supérieure, soit la bourgeoisie, grâce à leur capital. Comme le mentionne Maurice Angers, 1 % de la population, soit les plus riches, détient la majorité du capital (Maurice Anger, 2014). Ce qui rend la tâche difficile aux classes plus pauvres et diminue leur possibilité de mobilité sociale. Comme mentionné plus tôt, la classe bourgeoise détient la grande majorité du pouvoir, donc détient en quelque sorte le contrôle sur les conditions de vie des plus pauvres. Un exemple de l'impact des conditions de vie de la classe plus pauvre sur leur mobilité sociale est observé dans l'expérience *Mini-société*. La faim, de plus en plus présente chez les individus participant à l'activité, a eu des répercussions sur leur façon d'agir, de prendre des décisions et sur le moral. Selon Abraham Maslow, l'homme possède des besoins fondamentaux placés selon une hiérarchie : « Maslow décrit les besoins comme des déficiences physiologiques et psychologiques qui éveillent le comportement » (Jean Plourde, 1993 : 15). La faim, étant un besoin de base, a donc un effet sur les comportements (Proctor II, Russell F. Ronald B. Adler, 2015). Des décisions prises sous l'effet de la colère ou de l'irritabilité ont été prises et le besoin non comblé a influencé la façon de penser des individus. Ils étaient donc prisonniers d'un cercle vicieux qui les gardait au même endroit, dans la même classe. La situation observée dans l'expérience *Mini-société* peut aussi être observée dans la

société de tous les jours où les membres de la classe sociale la plus pauvre vivent dans des conditions minimales et ont plusieurs manques.

La classe moyenne prise entre-deux

La classe moyenne, ou petite bourgeoisie, est en quelque sorte prisonnière entre les deux classes qui l'entourent et prisonnière de sa propre classe. « Prises entre le déclin de la classe ouvrière » (Éric Maurin, 2014 : 34) et l'impossibilité de monter dans la hiérarchie de la classe bourgeoise puisque celle-ci est très fermée grâce à leurs possessions. La classe moyenne stagne au niveau où elle se trouve.

Mais la classe moyenne aussi est un médiateur. Éric Maurin affirme qu'« elles ont peu à peu gagné une place pivot inédite au cœur des hiérarchies de revenu, de patrimoines ou de statut. Leur expansion et leur déplacement au centre de l'échiquier social (ou électoral) leur confèrent désormais un rôle d'arbitre qu'elles n'avaient objectivement jamais eu par le passé. Elles deviennent le juge de paix des nouveaux enjeux politiques et sociaux » (Éric Maurin, 2014 : 34). Ce rôle de médiateur peut être un avantage, mais il peut aussi être risqué. La classe moyenne ne veut surtout pas se retrouver dans l'échelon du dessous qui est inférieur à leur situation présente. Contrairement à la classe ouvrière qui n'a rien à perdre pour monter dans la hiérarchie, la classe moyenne souhaite conserver sa place. Cela l'incite à ne pas tenter sa chance pour éviter de perdre ses acquis. C'est aussi le cas dans l'activité *Mini-société*, où les membres de la classe ouvrière ont tenu un profil bas tout au long de l'expérience, abordent les enjeux, mais ne sachant pas où se situer pour ne pas s'avantager ni se nuire. La classe moyenne est donc restée pratiquement inactive durant l'expérience.

Le pouvoir économique

Le capitalisme

Basé sur la relation entre les propriétaires des moyens de production et ceux qui produisent, l'exploitation et l'accumulation du capital (Jean-Charles Asselain, 2009 : 4), le capitalisme est le système économique installé dans la société présentement. Le capital est le centre des préoccupations et c'est sur quoi la qualité de vie repose. Rapidement, l'association entre les points et l'argent fut faite dans l'activité *Mini-*

société. Selon Mohammed S. Sfia, le capitalisme se rapporte au fait que « le centre se constitue en lieu privilégié de l'accumulation des richesses, draine de la périphérie de substantielles ressources, et bloque à des degrés divers le développement des forces productives de cette périphérie » (Mohammed S. Sfia 1979 : 63). La classe bourgeoise, constituée de peu d'individus, possède la majorité du capital et des pouvoirs. Et cette réalité est un cercle sans fin. Le capital s'accumule dans cette classe et les membres jouissent des pouvoirs et des privilèges que le capital, en constante augmentation, leur procure. La ressemblance de cette situation avec l'activité *Mini-société* est frappante.

Dès le début de l'activité, comme mentionné plus haut, les points ont été associés à l'argent. Des classes se sont créées, soit la classe pauvre, la classe moyenne et la classe bourgeoise. Tout au long de l'expérience, les déplacements des individus entre les classes, soit la mobilité sociale, furent rares, surtout au sein de la classe bourgeoise. Peu d'individus ont réussi à se hisser au sommet, et les membres de cette classe sont restés les mêmes durant toute l'expérience, sauf quelques exceptions. Ces membres sont restés au sommet, car les enveloppes qui leur ont été distribuées contenaient plus de points que ceux des autres classes. Le lien avec l'accumulation du capital chez les membres de la classe bourgeoise dans la société peut être fait. Leur place au sommet est en quelque sorte assurée. Cette place leur procure des pouvoirs et des privilèges. Comme le mentionnait Mohammed S. Sfia lorsqu'il disait que « le centre [...] bloque à des degrés divers le développement des forces productives de cette périphérie » (Mohammed S. Sfia 1979 : 63), ces pouvoirs se rapportent à cette affirmation. Les conditions de vie des membres des classes inférieures dépendent des décisions et des actions des membres de la classe la plus riche. Puisqu'ils possèdent la majorité du capital, un écart se crée. C'est aussi le cas dans l'expérience lorsque les riches ont tenté de créer un écart avec les classes moyennes et pauvres pour fermer leur « cercle ».

Les privilèges

Ainsi, les conditions économiques de la classe riche leur permettent d'exercer un pouvoir sur les classes inférieures, comme un pouvoir politique. Il y a bien sûr le mode de vie qu'ils mènent qui peut être considéré comme un privilège. La façon de s'habiller, de bouger, de voyager, leur

logis, leurs loisirs, leur façon de communiquer et les gens qu'ils fréquentent (Nathalie Funès, Corrine Tissier, 2005 : 12-13) sont différents types de privilèges, mais ces individus ont aussi un pouvoir sur les conditions de vie des moins nantis. Pour la plupart ce sont des aristocrates et de grands PDG d'entreprises (Doan Bui, Nathalie Funès, Corinne Tissier, 2005 : 6-10). Ceux-ci détenant le pouvoir sur tous les gens travaillant pour eux, ils détiennent un grand privilège, soit de décider des conditions de vie et de l'avenir de tous ceux qui se trouvent en dessous d'eux. Comme dans la société, les privilèges et les mêmes conditions de vie furent présents dans les groupes de l'expérience *Mini-société*. L'attribution de biens collectifs et connexes, comme le café, le sucre, les verres, les allumettes et les cigarettes; des droits de propriété, comme les toilettes, et des droits sur des conditions de vie, comme le droit d'être assis, ont été distribués.

Comme dans la société, les privilèges les plus importants et ayant le plus signification furent attribués à la classe bourgeoise. La distribution de ces privilèges a créé des insatisfactions chez les classes plus pauvres. Comme c'est le cas dans la population.

Climat entre les classes

Ces insatisfactions ont amené un mouvement de rébellion. Le droit de propriété des riches et un mouvement collectif, l'effet de masse, s'opposent. Ce mouvement collectif et cette rébellion observée dans l'expérience peuvent être comparés à la criminalité dans la société. En effet, « de nombreuses théories stipulent qu'un manque de revenus constitue en soi une bonne raison pour commettre des délits » (Bill McCarthy, John Hagan, 2004 : 123). Ceci peut être observé dans la société, mais aussi durant l'expérience *Mini-société*, où un membre la classe pauvre a commis un vol de points. Comme mentionné plus haut, les pauvres n'ont rien à perdre pour subvenir à leurs besoins et pour tenter de monter dans la hiérarchie. La criminalité pour les classes pauvres est parfois la seule solution. Même un meurtre fut commis par les pauvres durant l'expérience lorsqu'un individu s'est opposé aux décisions. Le désir de révolte et les insatisfactions poussent ces personnes à commettre des gestes de cette ampleur. Par contre, ces actions peuvent aussi être vues comme des gestes qui ont été appris par les membres de cette

classe où la criminalité est plus élevée. Les habitus des classes guident les actions.

Appréciation des expérimentatrices

Appréciation Laurence

Pour ma part, j'ai trouvé l'activité très intéressante et enrichissante. En effet, avant l'activité je détenais quelques informations à propos des classes sociales, leur fonctionnement et leurs relations, mais en vivant l'expérience, cela m'a permis de concrétiser toutes ces connaissances. Je suis maintenant capable de comprendre un peu mieux les relations que les personnes entretiennent entre eux et comment leur environnement les influence. Cette activité de *Mini-société* nous également permis de nous défaire de notre vision parfaite du monde. Avant d'avoir complété l'activité, tout le monde voulait une société juste et équitable, car nous pensions que cela été facile à mettre en place. Étant jeunes, nous pensons souvent avoir LA solution pour mettre fin à tous les problèmes sur la Terre. Cependant, en vivant la mini-société, cela nous a ouvert les yeux : les choses ne sont pas aussi simples que nous le pensons. Puisque chaque élément d'une société est relié ensemble, il est difficile de faire changer les choses. On a alors pu constater que faire un monde juste et équitable n'était pas la solution, ou du moins que cela était extrêmement complexe. Je pense que sans cette activité, beaucoup d'entre nous, dont moi, auraient continué à penser qu'il n'est pas si difficile de redonner aux plus pauvres et de rendre l'équité entre les classes accessibles.

Appréciation Sabrina

Tout d'abord, l'expérience *Mini-société* peut susciter des questionnements chez les étudiants l'ayant vécu. Dans mon cas, j'étais dans la classe des pauvres et puisque c'était chaotique, je ne voulais pas m'inclure et mettre autant d'énergie à me battre pour un jeu. En effet, mon niveau de participation était faible et j'étais un mouton qui suivait le reste des étudiantes. D'ailleurs, la plupart des filles dans la classe des pauvres se retrouvaient exclues et ne voulaient pas se mettre dans les pattes des dirigeants. Par la suite, j'ai trouvé le déroulement très long et répétitif. Cependant, je crois que c'était le but de l'expérience. J'aurais préféré avoir différents ateliers, même si cela peut être difficile à faire. En somme, je crois avoir appris sur le sujet et vécu une partie de ce que

les gens de la société peuvent vivre. Par exemple, le fait de manger plus tard et d'avoir les besoins non comblés est inévitable dans la vraie vie, particulièrement chez les pauvres, et cela peut engendrer une certaine irritabilité et une mauvaise prise de décision. Je crois que l'expérience est utile pour pouvoir bien réussir la réflexion portant sur les différenciations sociales.

Appréciation Camille

L'expérience *Mini-société* m'a permis d'en apprendre davantage sur les classes sociales. Grâce à notre lecture de l'essai de Maurice Anger plus tôt dans la session, nous avons pu en apprendre sur ce sujet. L'activité a donc pu confirmer les informations que nous avons eues dans cette lecture en plus de nous permettre d'être témoins de ces phénomènes de façon physique et en étant dans la situation des personnes concernées par ce sujet. En vivant l'expérience, nous avons pu prendre conscience des conditions de vie et des enjeux présents dans chacune des classes. Je me suis retrouvée dans la classe pauvre. C'était en effet une ambiance de chaos qui était présente dans cette classe. Certains individus se sont retirés des discussions et ont laissé le contrôle à d'autres. J'ai fait partie de ses personnes. Ce rôle m'a permis d'observer plus que d'intervenir. D'autres personnalités plus fortes ont donc pris le contrôle et nous avons suivi le mouvement. Je n'ai pas eu la chance d'assister aux discussions et à l'ambiance présente dans les autres classes. Par contre, les discussions de groupe, entre les trois classes, m'ont permis d'en voir un peu. Cette expérience m'a permis, du moins pour ma part, de mieux comprendre la réalité et la situation dans laquelle se trouve notre société. Cette expérience a été enrichissante et très différente de celles que j'ai pu vivre dans mon parcours collégial.

Conclusion

Pour conclure, il est facile d'affirmer que le pouvoir politique influence le pouvoir économique et vice-versa. De plus, il est excessivement difficile de prendre des décisions unanimes ou, du moins, majoritaires, puisqu'il y aura toujours quelqu'un ou un groupe pour s'opposer. Étant donné les intérêts différents de tous, les origines et les valeurs de chacun, il est impossible de trouver un système politique, économique, environnemental qui satisferait tout le monde sans exception. Nous

étions seulement 80 et les frictions étaient présentes. Imaginons une société! Ainsi, un système parfait n'existe pas et il y aura toujours des failles. Le malheur dans tout cela est que notre société actuelle désire toujours faire du profit aux dépens des valeurs. Nous n'avons d'autant plus aucun endroit pour discuter comme une Agora en Grèce. Il devient donc très difficile pour les membres d'une société de se faire entendre. Il est aussi bien évident qu'écouter toute la population et faire un choix qui plait au plus grand nombre est nettement plus long et difficile que de prendre le pouvoir. Les plus haut placés prennent les décisions et font ce qu'ils croient être le meilleur pour la société, tout en restant favorisés. Dans une autre perspective, la plupart des décisions sont en lien avec l'économie. Or, il faut comprendre que la société est beaucoup plus large et complexe que cela. Par exemple, la dimension environnementale, l'énergie durable, les ressources, la santé, le développement du pays, sont aussi des enjeux importants qui doivent être considérés très sérieusement, et qui sortent du volet strictement économique. Ces sujets pourraient donc être abordés dans l'expérience *Mini-société* et être le sujet d'autres travaux de ce genre.

Bibliographie

- ANGER, Maurice (2014). Pourquoi ne pas devenir riche? Les dessous de la mobilité sociale, Canada : Fides, 180 pages.
- ASSELAIN, Jean-Charles (2009). « Le cahier français, Le capitalisme : mutations et diversité », La documentation française, vol. no349, France : La documentation française, 88 pages
- BOULANGER, Philippe (2012). « Réseau nobiliaire provençaux et cérémonie d'hommage (XIV^e siècle), Cahiers d'histoire, vol. 31, no.1, En ligne.
[<http://www.erudit.org/revue/histoire/2012/v31/n1/1011679ar.html>], page consultée le 15 novembre 2015.
- BOURDIEU, Pierre. « Capital économique/social/culture », Le Monde, [http://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/sciences-economiques-terminale-es/capital-economique-social-culture_sex354.html] page consultée le 28 novembre 2015.
- BREAUGH, Martin (2012) « Démocratie ou oligarchie? Quelques réflexions sur notre situation politique actuelle » Les ateliers de l'éthique/The Ethics Forum, vol. 7, n° 1.
- BUI, Doan., Nathalie FUNÈS, Corinne TISSIER (2005), « Les nouveaux aristocrates du capitalisme », Le nouvel observateur, no 2142, Paris : Le nouvel observateur du monde, p.6-10
- DELPHY, Christine (2008). Classer, dominer, France : La Fabrique Editions, 232 pages.
- DENIS, Claire. et al, (2013), Individu et société, Montréal : Chenelière Éducation, 330 pages.
- DUBET, François (2003). « Que faire des classes sociales? », Lien social et Politiques, no 49, En ligne.
[<http://www.erudit.org/revue/lsp/2003/v/n49/007906ar.pdf>], page consultée le 15 novembre 2015.

- DUPUIS-DÉRI, Francis (2012). « Contestation internationale contre élites mondiales : l'action directe et la politique deliberative sont-elles conciliables? » Les ateliers de l'éthique/The Ethics Forum vol. 7, n° 1, Montreal : Centre de recherche en éthique 75 pages.
- DURAND, Jean-Pierre. « Capital, sociologie », Encyclopædia Universalis, [<http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/capital-sociologie/>], page consultée le 29 novembre 2015.
- DUVERGER, Maurice. « Dictature », Encyclopædia Universalis, [<http://www.universalis.fr/encyclopedie/dictature/>], page consultée le 29 novembre.
- FUNÈS, Nathalie., Corrine TISSIER (2005), « Leur incroyable mode de vie », Le nouvel observateur, vol. no 2142, Paris : Le nouvel observateur du monde, p.12-13
- GARIGGOU-LAGRANGE, Jean-Marie. « Association » Encyclopædia Universalis, [<http://www.universalis.fr/encyclopedie/association/>], page consultée le 29 novembre.
- GAXIE, Daniel. « DÉMOCRATIE », Encyclopædia Universalis [<http://www.universalis.fr/encyclopedie/democratie/>], page consultée le 3 décembre 2015.
- GUAY-DUSSAULT, Charlotte (2012). « La représentation politique des femmes au Québec : obstacles et résistances à une égalité de fait » Université du Québec à Montréal, [<http://www.archipel.uqam.ca/4576/1/M12409.pdf>], page consultée le 20 novembre 2015.
- LACOMBE, Sylvie (2014). « Les Anglophones au Québec », Recherches sociographiques, vol. 55 no 3, En ligne. [<http://www.erudit.org/revue/rs/2014/v55/n3/1028375ar.html>], page consultée le 1er décembre 2015
- LEPLAT, Jacques (1995). À propos des compétences incorporées, Paris : PUF, 123 pages.
- LETARTE, Jo (2015). Cours Communication et médias. Cégep de Trois-Rivières, (Notes prises par Sabrina Roberge-Muller, étudiante)

- LETARTE, Jo (2009). « Évolution de la critique libertaire du travail entre le XIXe siècle et le XXe siècle » Université Laval.
[www.theses.ulaval.ca/2009/26186/26186.pdf], page consultée le 3 décembre 2015.
- MARX, Karl (1948). *Le Capital*, livre 1, vol 2, Paris : Éditions sociales, 246 pages.
- MAUGER, Gérard. « Classes sociales — Classe dominante », *Encyclopædia Universalis*,
[<http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/classes-sociales-classe-dominante/>], page consultée le 29 novembre 2015.
- MAURIN, Éric (2014). « La mobilité sociale des nouvelles classes moyennes », *Idées économique et sociales*, vol. no175, France : Réseau Canopé, p.25-35
- MÉDIAPART (2013), « Pour un impôt mondial sur le capital », Médiapart,
[<http://piketty.pse.ens.fr/files/capital21c/media/Mediapart05092013.pdf>], page consultée le 16 février 2016
- MERCIER, Guy (2006). « Les chantiers de la géographie », *Cahiers de géographie du Québec*,
<http://www.erudit.org/revue/cgq/2006/v50/n141/014896ar.html>, page consultée le 4 décembre
- MCCARTHY, Bill, John HAGAN (2004), « Délinquance et réussite », *Criminologie*, vol. no37, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal p.123-149
- MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE (2002), « Mystères de l'Égypte — Gouvernement », Musée Canadien de l'histoire,
[http://www.historymuseum.ca/cmce/exhibitions/civil/egypt/egcgo_v1f.shtml], page consultée le 28 novembre 2015.
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (2006), « Dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle du gouvernement du Québec », *Droits d'auteur*,
[<https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/droitsauteur.html>], page consultée le 27 novembre 2015.

- Perspective Monde Université Sherbrooke. « Pouvoir exécutif », Perspective Monde Université Sherbrooke, [<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1494>], page consultée le 27 novembre 2015.
- PROCTOR II F., RUSSELL, ADLER, Ronald (2015). *Communication et interactions*, France : Chenelière, 416 pages.
- RAVET, Jean-Claude (2013). « Lire entre les lignes de l'analphabétisme », *Relations*, vol. no 767.
- ROBERT, Guillaume (2007). « La démocratie : ses evidences et son avenir. » Université Laval, [<https://www.erudit.org/these/liste.html?src=Laval&typeIndex=facetteLettreNomAuteur&lettre=R&page=8>], page consultée le 3 décembre 2015.
- S. SFIA, Mohammed. « Système capitaliste mondiale et transition au socialisme » Érudit, [<http://www.erudit.org/revue/socsoc/1979/v11/n2/001699ar.pdf>] page consultée 29 novembre 2015.
- Statistiques Canada (2015). « Facteurs associés à la participation électorale », Statistiques Canada, [<http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2012001/article/11629-fra.htm#ftn2>], page consultée le 24 novembre 2015.
- VERNEX, Jean-Claude (1979). « Espace et appartenance : l'exemple des Acadiens au Nouveau-Brunswick », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 23, no 58, En ligne. [<http://www.erudit.org/revue/cgq/1979/v23/n58/021426ar.pdf>], page consultée le 29 novembre 2015.
- WIKIPEDIA, « Impôt seigneurial », En ligne. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Imp%C3%B4t_seigneurial], page consultée le 15 novembre 2015.